

Brochure n° 3342

Convention collective

IDCC : 2622. – **CRÉDIT MARITIME MUTUEL**

ACCORD DU 14 JANVIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES POUR L'ANNÉE 2016

NOR : ASET1650298M

IDCC : 2622

La négociation annuelle obligatoire prévue au niveau des branches professionnelles par les articles L. 2241-1 et suivants du code du travail, s'est déroulée les 24 novembre, 18 décembre 2015 et 14 janvier 2016.

Au terme de ces réunions, les parties sont parvenues à un accord dans les termes suivants :

- d'une part, celui-ci consiste à revoir les minima de chacune des classifications (cf. annexe NAO, remise en séance aux participants). La revalorisation proposée est importante notamment pour les techniciens des métiers de la banque ;
- d'autre part, celui-ci prévoit d'accorder une prime brute de 200 € aux collaborateurs des catégories A à E.

La délégation patronale précise que ces mesures collectives actées avec les directeurs généraux des caisses de crédit maritime, ont pour finalité d'apporter comme ces deux dernières années, une attention particulière aux techniciens des métiers de la banque, majoritairement féminins.

Les termes de cet accord seront communiqués à chaque caisse régionale de crédit maritime mutuel adhérentes pour mise en œuvre au 1^{er} février 2016.

Les collaborateurs bénéficiaires de ses accords sont les collaborateurs titulaires d'un contrat à durée indéterminée présents à l'effectif au 1^{er} février 2016.

Le présent accord est notifié par la fédération nationale du crédit maritime à l'ensemble des organisations syndicales.

Conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé par la fédération en double exemplaire, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Un exemplaire de ce texte sera également remis par la fédération au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 1^{er}

Mesures portant sur les minima : évolution et instauration de nouveaux minima

L'augmentation des salaires minima, tous niveaux et toutes anciennetés confondus, se traduit par l'élaboration d'une nouvelle grille, présentée ci-après.

Grille des minimas hors et à l'ancienneté au 1^{er} février 2016

(En euros.)

NIVEAU	HORS ancienneté	5 ANS	10 ANS	15 ANS	20 ANS
Technicien					
A	18 614	18 924	19 400	19 980	20 579
B	18 852	19 266	19 762	20 372	20 972
C	19 183	19 586	20 175	20 786	21 406
D	20 569	21 086	21 717	22 358	23 030
E	21 541	22 079	22 741	23 423	24 126
F	23 496	24 074	24 798	25 543	26 308
G	26 039	26 690	27 487	28 314	29 162

NIVEAU	HORS ancienneté	5 ANS	10 ANS	15 ANS	20 ANS
Cadre					
H	28 722	29 432	30 323	31 228	
I	35 093	35 967	37 048	38 159	
J	42 399	43 449	44 755	46 104	
K	50 447	51 712	53 256	54 859	

Article 2

Dépôt

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt en deux exemplaires auprès de la direction générale du travail de Paris et en un exemplaire auprès du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Fait à Paris, le 14 janvier 2016.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FNCMM.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CGT-FO ;

CFTC.